

- COMMUNIQUE DE PRESSE -

RESISTER, REBONDIR ... ET #ACCELERER !
RESULTATS DU BAROMETRE ANNUEL 2019 – 2020
L'AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE FRANÇAISE :
FACTEUR CLE DU REBOND POST-COVID-19

Paris, le 5 juin 2020,

Syntec Conseil, le syndicat professionnel des sociétés de conseil, dévoile les résultats de son 9^{ème} baromètre annuel de la compétitivité de l'économie française. Conduit par l'Ifop auprès de 302 cadres dirigeants, il montre qu'après trois ans d'amélioration, le choc provoqué par le Covid-19 oblige le gouvernement, les entreprises et la société à repenser leur modèle et revoir leur fonctionnement. Pour résister et rebondir, Syntec Conseil a la conviction que l'amélioration de la compétitivité et de la résilience des entreprises doit rester un objectif central.

Une amélioration nette de la compétitivité en 2019

La crise du covid-19 survient alors que les réformes structurelles menées par le gouvernement commençaient à porter leurs fruits de façon tangible en 2019.

La perception de la compétitivité des entreprises françaises par rapport à leurs concurrents européens s'était en effet nettement améliorée en 2019 : 45% des répondants considèrent ainsi que la compétitivité des entreprises de leur secteur avait progressé en 2019, un niveau record depuis que Syntec Conseil suit cet indicateur. A titre de comparaison, ce ratio atteignait 24% en 2018. Pour les cadres dirigeants, les réformes menées par le gouvernement ces dernières années soutiennent la compétitivité des entreprises françaises, en particulier la **baisse du taux d'impôts sur les sociétés (citée par 40%), **l'exonération des cotisations sur les heures supplémentaires** (39%) et la **transformation du CICE** (31%).**

L'analyse des indicateurs macro et microéconomiques confirme cette embellie en 2019: La croissance économique (1,5%) a dépassé celle de la Zone Euro (1,2%) pour la première fois depuis 2013. Le taux de chômage a continué à baisser tandis que la croissance de l'emploi industriel observée depuis fin 2017 s'est poursuivie. Le déficit de la balance commerciale s'est réduit et l'image de la France auprès des investisseurs étrangers a continué à progresser. Au niveau des entreprises, la dynamique est également positive avec un nombre de défaillances en baisse de 5% et des créations d'entreprises en hausse de 18%.

Toutefois l'enquête montre la persistance de certains freins structurels déjà bien identifiés : malgré les réformes des dernières années, **la fiscalité sur les entreprises** (citée par 37% des répondants), **le coût de la main d'œuvre** (35%) et **les contraintes réglementaires** (34%) **restent excessives et continuent de peser négativement sur la performance des entreprises, a fortiori dans le contexte de la crise provoquée par le Covid-19.**

... interrompue par le Covid-19 ?

- ❖ **La crise a fortement impacté les entreprises françaises et suscite de nouveaux enjeux pour les mois à venir**

L'enquête montre très clairement que la crise sanitaire a eu **un impact immédiat et brutal sur l'activité**. 37% des cadres dirigeants interrogés s'attendent ainsi à une perte de chiffre d'affaire de plus de 30 % au premier semestre par rapport à leurs objectifs d'avant crise. Et ce chiffre atteint 50% dans le secteur du commerce. **Conséquence logique, plus de 60% des répondants déclarent que leur entreprise a réduit sa masse salariale, de façon temporaire ou durable**. Les réductions d'effectifs ont été plus importantes dans les petites structures, concernant 79% des entreprises ayant un CA compris entre 5 et 20 M€ (28% pour les seules réductions d'effectifs durables), contre 47% des entreprises dont le CA est supérieur à 300M€ (11% pour les réductions d'effectifs durables).

La crise suscite également **de nouveaux enjeux pour les entreprises dans les mois à venir**. Confinement oblige, **l'adaptation des modes de travail** (33% des réponses au global – 58% pour les secteurs de la finance et de l'assurance) est citée par les cadres dirigeants comme leur première priorité pour la reprise, **suivie par l'adaptation aux nouveaux besoins des clients** (31%) et **l'optimisation de la gestion de la trésorerie** (22%).

- ❖ **Si le gouvernement a su prendre les mesures nécessaires face à la crise, les entreprises attendent de nouvelles orientations à l'avenir**

L'enquête montre que les cadres dirigeants plébiscitent largement la réaction du gouvernement pendant la crise. Parmi les mesures jugées les plus efficaces pour atténuer les effets de la crise, figurent en tête le dispositif du chômage partiel (88%) suivi par la garantie par l'Etat des prêts accordés aux entreprises (82%) et les remises d'impôts directs (79%).

La crise doit néanmoins amener le gouvernement à réorienter son action et revoir son calendrier de réformes. Ainsi, 55% des cadres interrogés plaident pour une accélération de la baisse de la fiscalité sur les entreprises. Inversement, près de 40% d'entre eux pensent que les réformes des retraites et de l'assurance chômage pourraient être repoussées.

Les responsables d'entreprises appellent également à une revue des orientations budgétaires. **70% des sondés appellent ainsi l'Etat à réduire ses dépenses**. Parmi eux, la majorité (représentant 45% du total des répondants) plaide pour une réduction des dépenses inefficaces pour les réorienter sur les grands enjeux stratégiques, en particulier sanitaires et environnementaux.

L'élimination des barrières à la compétitivité, condition sine qua non d'une reprise économique rapide et durable

Pour Syntec Conseil, les entreprises et le gouvernement auront un rôle clé dans les prochains mois afin de rebondir et construire une économie résiliente à long terme.

Les entreprises, au-delà de la reprise opérationnelle et de la remobilisation de leurs équipes à court terme, **doivent revoir en profondeur leur modèle, leur stratégie et leur raison d'être à plus long-terme** pour s'adapter aux évolutions issues de la crise, **adresser plus fortement les enjeux sociaux et environnementaux** et mieux résister à de futurs chocs

L'Etat aura également un rôle clé dans la relance, aux côtés des partenaires sociaux, des collectivités territoriales et de l'Union Européenne.

Cela inclut une **protection renforcée du pays** contre les nouveaux risques environnementaux, sanitaires ou cyber et **un soutien actif aux secteurs stratégiques** (santé, énergie, numérique...) au niveau régional, national ou européen. La **poursuite de l'élimination des freins structurels** à la compétitivité évoqués plus haut est également indispensable afin de soutenir durablement nos entreprises et l'emploi en France.

Ces défis devront être relevés dans le contexte de comptes publics et d'un endettement déjà fortement dégradés, rendant indispensable une **vraie revue de l'efficacité des dépenses publiques**.

*"Les dernières années ont montré que **nous étions capables d'engager des réformes structurelles et de renforcer la compétitivité** de notre économie par rapport aux pays voisins. L'enquête que nous venons de mener auprès de 300 décideurs montre même que leur perception de la compétitivité 2019 est au plus haut depuis que nous tenons ce baromètre. Tous ces progrès prometteurs sont aujourd'hui menacés par la crise qui frappe l'économie. Les entreprises françaises ont été très fortement fragilisées par la crise du Covid-19 et auront besoin d'un soutien renforcé du gouvernement dans les mois à venir afin de survivre à ce choc et rebondir. **Elles restent également pénalisées par des freins structurels** préexistants à cette crise: malgré les réformes des dernières années, la fiscalité et la réglementation restent excessives, le coût du travail, notamment pour les emplois qualifiés, les cadres et les dirigeants reste très supérieur à la plupart de nos voisins, et les entreprises peinent à trouver les compétences dont elles ont besoin. **Un plan de soutien à l'économie ne sera efficace que conjugué à l'élimination de ces barrières**. C'est en effet un élément clé afin de donner à nos entreprises les moyens de rebondir durablement, d'attirer les investissements dont nous avons besoin pour la relance et de soutenir à long terme la création d'emploi en France. Ce serait une erreur historique que de ralentir l'élan sur l'amélioration de la compétitivité du pays et de ses entreprises. »*

Matthieu Courtecuisse, Président de Syntec Conseil et CEO de Sia Partners

"Le gouvernement a su prendre rapidement les mesures nécessaires afin de limiter l'impact sanitaire et économique de l'épidémie de Covid-19. Les décideurs interrogés dans notre enquête saluent d'ailleurs les mesures prises dès le début de la crise. Dans les mois à venir, l'effort de soutien restera essentiel pour permettre le rebond de l'activité. Or, nos marges de manoeuvre étaient déjà limitées en entrée de crise : à 98% du PIB, notre dette publique dépassait de près de 20 points la moyenne de l'Union Européenne en 2019 et ce ratio devrait dépasser 115% cette année. En parallèle, nos dépenses publiques sont déjà les plus élevées d'Europe, de même que nos prélèvements obligatoires.

Nous avons l'an dernier appelé de nos vœux une réelle refonte de l'efficacité de nos dépenses publiques. Celle-ci semble aujourd'hui inéluctable. A défaut le pays se mettrait en situation d'extrême vulnérabilité face aux crises futures. La bonne nouvelle est que les leviers existent dans de nombreux domaines. Dans la santé par exemple, la France a moins de lits d'hôpital par habitant que certains de ses voisins et un personnel soignant moins bien payé, malgré des dépenses publiques supérieures. L'explication de ce paradoxe est à trouver dans des modes de fonctionnements trop lourds, et dans un excès d'administration mesuré par un ratio entre personnel non-soignant et personnel soignant beaucoup plus important que chez nos voisins. Il ne s'agit donc pas de donner des coups de rabot – ils ont prouvé leur inutilité - mais de repenser en profondeur l'organisation du secteur public pour plus d'efficacité de service et de coûts. »

Olivier Marchal, Administrateur de Syntec Conseil et Président de Bain & Company France

Méthodologie

Etude réalisée du 20 au 24 avril 2020 par l'IFOP pour Syntec Conseil par l'intermédiaire d'un questionnaire auto-administré en ligne auprès de 302 cadres dirigeants français provenant d'un échantillon diversifié de secteurs, régions, tailles et types d'entreprises.

A propos de Syntec Conseil

Syntec Conseil, est l'organisation professionnelle représentative des sociétés de conseil en France, qui comptent 120 000 salariés et totalisent 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Elle rassemble près de 250 entreprises de toutes tailles qui, dans leurs spécialités de conseil respectives, interviennent pour créer les conditions de la performance globale de leurs clients et contribuent de manière décisive à la transformation responsable des entreprises et de la Société.

Le syndicat agit pour la promotion et la défense du conseil, et porte la voix du secteur auprès de toutes ses parties prenantes : entreprises, pouvoirs publics, particuliers, société civile, médias, syndicats et fédérations syndicales, organismes paritaires, partenaires associatifs, ...

www.syntec-conseil.fr

Contacts Presse – Hopscotch Capital :

Esteban Mayan Torres
emayantorres@hopscotchcapital.fr
01 41 34 20 20